

Unité Interdépartementale 25-70-90

Vesoul, le 14/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ACL

53 rue Georges Moulimard
70300 Luxeuil-les-Bains

Références : UID257090/SPR/ES/LL 2024 - 0514E
Code AIOT : 0005901773

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement ACL implanté Sablière de Baudoncourt Lieux-dits Au Neufin et Gillerie 70300 Baudoncourt. L'inspection a été annoncée le 20/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACL
- Sablière de Baudoncourt Lieux-dits Au Neufin et Gillerie 70300 Baudoncourt
- Code AIOT : 0005901773
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ACL est autorisée à exploiter pour une durée de 20 ans, une carrière de matériaux alluvionnaires sur la commune de Baudoncourt. L'extraction se fait en eau, les matériaux extraits sont des alluvions silico-calcaires de la plaine du Breuchin et de la Lanterne. Les matériaux sont transportés par camions vers le site de la société Ferrat-Cholley pour y être concassés et/ou criblés. La carrière est contiguë à l'emprise de la base aérienne de Saint Sauveur. L'autorisation d'exploiter concerne 2 secteurs éloignés l'un de l'autre de quelques centaines de mètres. Un secteur n'est plus exploité et est réaménagé. Cette inspection concerne le secteur actuellement en cours d'exploitation composé des bassins n°7 et 8.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
3	Niveau de production	Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 1	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Susceptible de suites	Sans objet
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 1.5	/	Sans objet
5	Durée d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 1.3	/	Sans objet
6	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/08/1997, article 20	/	Sans objet
7	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 27/08/1997, article 28.3	/	Sans objet
8	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/08/1997, article 15.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette carrière est globalement bien exploitée, toutefois il est rappelé à l'exploitant d'être vigilant vis-à-vis du respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié. La société ACL exploite cette carrière en préservant du mieux que possible la ressource en matériaux alluvionnaires, par la substitution desdits matériaux avec ceux issus de la carrière de roches porphyriques d'Amont et Effrenay. Il en résulte un retard d'exploitation par rapport au phasage prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Au regard de la proximité de l'échéance d'autorisation d'exploiter, la société ACL a adressé à l'inspection des installations classées un courrier à connaissance relatif à une demande de prolongation de 3 ans de la durée d'autorisation.

Il a été constaté l'absence de plan de gestion des déchets inertes et un dépassement de la production maximale réglementaire en 2020.

Enfin, les garanties financières constituées au titre de la phase d'exploitation sont échues depuis décembre 2023 conformément à la prescription de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Ce constat montre une erreur dans la prescription de cet arrêté, car la date d'échéance des garanties financières ne correspond pas à l'échéance de l'autorisation d'exploiter.

Un projet d'arrêté préfectoral (en lien avec le porter à connaissance précité) prescrira le montant et la durée des garanties financières à constituer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : L'exploitant a présenté un plan d'exploitation sur lequel sont présentés les stockages de déchets inertes issus de l'exploitation du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;

<ul style="list-style-type: none"> - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; [...] <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats : L'exploitant ne dispose pas de plan de gestion des déchets inertes (PGD). Toutefois, l'exploitant a adressé à l'inspection (courriel du 11/04/24) un bon de commande auprès d'un bureau d'étude pour la réalisation du PGD.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection sous un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport le plan de gestion des déchets inertes d'extraction.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Niveau de production

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Production déclarée</p>
<p>Prescription contrôlée : La quantité maximale autorisée à extraire est de: +55000 tonnes pour les années 2015 et 2016; +48000 tonnes pour les années 2017 à 2024.</p> <p>La quantité maximum commercialisable est fixée à 60 000 tonnes.</p>
<p>Constats : Les données de productions des années 2021 à 2023 déclarées sur Gerek montrent le respect de la production maximale prescrite pour les années 2017 à 2024. En revanche, celle de 2020 dépasse la production maximale autorisée. Par ailleurs, l'exploitant a adressé un porter à connaissance (PAC) pour prolonger de 3 ans l'autorisation actuelle de l'exploitation de la carrière. Ce dossier présente un historique des productions réalisées entre 2016 et 2023. Il a été constaté que les données de cet historique ne sont pas identiques aux tonnages déclarés sur le site GEREK concernant les années 2020 à 2022. Toutefois, à part celle de 2020, les niveaux de production mentionnés dans ce dossier sont inférieurs au niveau maximum réglementaire. Les données de 2023 déclarées sur GEREK correspondent à celles du PAC. Au cours de cette inspection, l'exploitant n'a pas identifié la source de ces différences, mais il précise toutefois que les productions déclarées dans le PAC pourraient correspondre à celles des années comptables (qui sont différentes aux années calendaires).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection la raison de ces différences de production entre la déclaration GEREK et celles du dossier. L'exploitant doit également apporter sous un délai de 1 mois la justification du dépassement du</p>

niveau de production réglementaire constaté en 2020.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Acte de cautionnement
Prescription contrôlée : Pour la prolongation d'exploitation, le montant des garanties financières est le suivant:- - du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2023: 111 636 €
Constats : L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement d'un établissement bancaire. Ce document montre que des garanties financières sont constituées pour un montant de 111 636 euros. La période de validité de cet acte de cautionnement est comprise entre 21/09/2022 et le 31/12/2023. Le montant concerné par cet acte est le montant prescrit par l'arrêté préfectoral complémentaire qui a été déterminé avec l'indice TP01 de en vigueur en 2014. Cet indice a depuis cette date fortement évolué et le montant des garanties financières devrait être déterminé avec l'indice TP01 le plus récent. En outre, la fin de validité de l'acte de cautionnement correspond à la date prescrite par l'arrêté préfectoral complémentaire de 2015. Toutefois, il s'avère que cette prescription est inadaptée, car elle ne permet pas le maintien des garanties financières jusqu'au terme de l'autorisation actuelle (décembre 2024).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra constituer dès la notification du futur arrêté préfectoral complémentaire des garanties financières avec le montant déterminé dans le porter à connaissance. Ce nouvel acte de cautionnement concernera la période 1/01/2024 jusqu'à l'échéance de l'autorisation prolongée de 3 ans. L'indice TP01 à prendre en compte sera l'indice 129,6 de mars 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Durée d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2015, article 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Échéance de l'autorisation
Prescription contrôlée : L'autorisation est accordée jusqu'au 31 décembre 2024 qui inclut la remise en état complète du site dont les modalités sont définies à l'article 26 et suivants du présent arrêté.
Constats : Les dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter interdisent toute exploitation après le 1er juillet 2024. En conséquence, l'exploitant a adressé à l'inspection un porter à connaissance pour prolonger de 3 ans l'autorisation actuelle. Ce porter à connaissance prévoit une modification des conditions de

remise en état sans toutefois changer sa vocation (intégration paysagère).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1997, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour du plan d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés:</p> <ul style="list-style-type: none"> -les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords [...] -les bords des excavations, -les zones remises en état, -les stockages de matériaux,[...] -[...] la localisation des piézomètres constituant le réseau de surveillance prescrit à l'article 10 ci-dessus.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan d'exploitation à l'échelle 1/1500 mis à jour le 11 décembre 2023. Ce plan présente l'ensemble des informations réglementaires. Toutefois, les piézomètres représentés sur ce plan ne sont pas identifiés (numéro ou autre marquage).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit à l'occasion de la prochaine mise à jour du plan identifier les piézomètres. Cette identification devra correspondre à celle indiquée dans les rapports de campagne de mesure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1997, article 28.3
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de remise en état
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] La remise en état des terrains exploités sur la commune de Breuche-les-Luxeuil, dans le cadre de la 2^e phase d'exploitation et qui donnera lieu à de nouveaux plans d'eau, sera réalisée progressivement selon le plan d'avancement annexé au présent arrêté, pour donner lieu, à l'issue de la dernière période quinquennale d'exploitation, à une remise en état conforme au plan constituant l'annexe 4b au présent arrêté.</p> <p>Art 29- La remise en état totale du site doit être achevée au plus tard avant le terme de l'autorisation [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que le bassin n°7 est réaménagé (extraction terminée). Le bassin n°8 est en cours d'exploitation. Le réaménagement est également effectué le long de la route par la mise en place de plantations.</p> <p>Le PAC demande une modification du réaménagement (pas d'îlot au sein du bassin n°8 et pas d'arbre) à la demande de l'armée. En effet, la carrière est située à proximité immédiate de la piste</p>

de la base aérienne de Luxeuil – St Sauveur et l'armée souhaite qu'aucun aménagement favorisant la présence d'avifaune ne soit réalisé et ce pour prévenir tout risque de collision des oiseaux avec les aéronefs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1997, article 15.2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect du phasage
Prescription contrôlée : L'extraction doit être réalisée dans le cadre d'un schéma comportant 4 périodes successives d'une durée de 5 ans chacune (1 ^{er} phase pour la zone Est, 2 ^e phase par tiers pour la zone Nord-Ouest)
Constats : L'exploitation est en retard il reste du gisement à exploiter. L'exploitant a demandé une prolongation de 3 ans de l'autorisation d'exploiter pour exploiter le gisement restant.
Type de suites proposées : Sans suite